



Séminaire thématique



LES TERRITOIRES FACE À LA PÉNURIE D'EAU

Mai / Juin 2023 • Présentiel à Paris et distanciel

BÂTIR DES POLITIQUES À PARTIR DE LA RESSOURCE EN EAU ?



ORIENTATIONS GÉNÉRALES

Depuis plusieurs décennies, l'urbanisation, les activités industrielles, énergétiques et agricoles, et le changement climatique font peser **une réelle menace sur la disponibilité planétaire en eau douce, bien commun indispensable** à la vie humaine et animale, à celle des écosystèmes, à la régulation du climat, à la biodiversité, au développement et au fonctionnement de nombreux secteurs économiques. Près d'un tiers de la population mondiale risque la pénurie. Même l'hémisphère nord est sous pression. L'Europe "perdrait" en moyenne près de 84 gigatonnes d'eau par an depuis le début du 21^{ème} siècle, une situation due pour beaucoup à l'extraction excessive des eaux souterraines¹. La France n'est pas en reste comme l'a montré la sécheresse intense et le stress hydrique² de l'été 2022.

Cette situation a permis une prise de conscience que **le cycle de l'eau est profondément modifié par le changement climatique**. "*Le fantasme d'une ressource en eau éternellement disponible*" n'est plus d'actualité. Depuis 2017, plus de 30% du territoire français est concerné chaque année par des restrictions d'usages de l'eau et le risque est grand de voir la situation s'aggraver. Les experts du climat estiment qu'en 2050, les grands fleuves français pourraient perdre jusqu'à 40 % de leur débit d'étiage et la recharge de nappes phréatiques par la pluie diminuer de 30 %. Cette réduction des débits et de la disponibilité des ressources entraînera, mécaniquement, une plus grande concentration des polluants dans les milieux aquatiques : **l'enjeu quantitatif se double d'un enjeu qualitatif**. Les bouleversements en cours suscitent d'ores et déjà de vives tensions sur le terrain, comme l'illustrent les mobilisations locales contre la construction de nouvelles retenues d'eau ("bassines") pour l'agriculture.

Dans ce contexte, **le gouvernement a lancé une démarche de planification écologique** dont le premier chantier, consacré à l'eau, s'inspire des travaux du Comité national de l'eau (CNE). Présenté par le président de la République le 30 mars 2023, le Plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau comprend 53 mesures. L'accent est mis sur la sobriété avec l'objectif de baisser les prélèvements d'eau douce de 10 % dans tous les secteurs d'ici 2030.

Les collectivités locales, souvent responsables de bassin, à l'interface de tous les acteurs - usagers, entreprises, associations, Etat, agriculteurs - **sont en première ligne** pour piloter le changement de cap qui s'impose. Dans les territoires, **l'accès à l'eau, le partage de l'eau à arbitrer entre les différents acteurs, la gestion de l'eau et son assainissement, la sobriété des usages deviennent des enjeux majeurs** pour l'avenir des activités humaines et des écosystèmes naturels. Ces défis appellent des approches plus intégrées, systémiques et multi-acteurs pour co-construire des solutions adaptées à des réalités locales contrastées. Ils s'accompagnent également d'**enjeux financiers importants** comme le souligne

¹ Selon une étude dirigée par l'hydrologue Jay Famiglietti, directeur de l'Institut mondial pour la sécurité de l'eau à l'Université de la Saskatchewan, au Canada et relayée par National Geographic (15.12.2022). Son équipe et lui ont analysé vingt ans de données issues des missions satellites GRACE pour évaluer la disponibilité en eau douce sur le continent européen.

² L'insuffisance de l'eau disponible en quantité et en qualité au regard de la demande.

Intercommunalités de France dans une étude récente sur le financement de la transition écologique. La question des moyens pour mener les politiques de l'eau, de l'assainissement et de la gestion des eaux pluviales se pose avec acuité. Le seul renouvellement des réseaux, nécessaire pour économiser l'eau, représente ainsi un investissement d'environ deux à trois milliards d'euros par an.

Cela étant, pour relever le défi d'une gestion durable et sobre de l'eau dans les territoires et la préserver au bénéfice de tous, l'ensemble des acteurs devront d'abord changer leur rapport à cette ressource. Comme le souligne Danielle Mametz, vice-présidente de la FNCCR (Fédération nationale des collectivités concédantes et régies) et maire de Boëseghem (Nord),³ « *Nous ne pouvons plus faire comme si le changement climatique n'existait pas. Il faut adapter nos modèles et changer nos pratiques. (...) Il faut que l'eau devienne l'alpha et l'oméga de toutes les politiques d'aménagement du territoire. L'eau est incontournable pour développer les activités. Il faut donc partir de la ressource en eau pour bâtir la politique du territoire* ».

Catherine Véglio-Boileau
Chargée de l'activité territoriale
IHEST

Ce séminaire thématique apportera des éclairages scientifiques pour nourrir la réflexion et la décision des élus et acteurs territoriaux publics et privés. Il permettra de partager des connaissances et des questionnements sur :

- L'histoire de la gestion de l'eau et les représentations culturelles,
- Le cycle de l'eau et son fonctionnement, les fonctions et la valeur de l'eau - ressource, milieu vivant, élément vital pour la régulation du climat, le fonctionnement des écosystèmes et le développement humain -, les pressions naturelles et anthropiques sur la ressource en eau, à la lumière des travaux de recherche en cours,
- les leviers et les freins identifiés par les acteurs territoriaux pour mieux mobiliser l'eau dans les territoires et instaurer une gestion durable et sobre de la ressource,
- les pistes d'évolution de la gouvernance de l'eau pour relever le défi de sobriété et du partage de la ressource entre les différents usages,
- Les enjeux financiers des politiques de l'eau et les dispositifs d'accompagnement pour explorer des solutions innovantes.

Cet événement s'inscrit dans le cadre du partenariat institutionnel entre la Banque des Territoires du Groupe Caisse des Dépôts et l'IHEST, Institut des Hautes Etudes pour la Science et la Technologie. Il s'adresse à tous les acteurs publics et privés territoriaux, élus, enseignants-chercheurs, aménageurs, acteurs économiques, habitants, ...

³ Danielle Mametz est également vice-présidente de la régie Noréade (Nord) et a co-piloté le groupe « sobriété, économies et partage de l'eau » du Comité national de l'eau.

LES TERRITOIRES FACE À LA PÉNURIE D'EAU

Animation : Sylvain Allemand, journaliste

Webinaire • Jeudi 25 mai 2023

18:00 - 20:00 **L'eau en question**



Histoire de la gestion de l'eau et représentations culturelles et sociales
Julie TROTTIER, directrice de recherche, CNRS, Pôle PRODIG (Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique)

L'état de la ressource en eau

Dominique DARMENDRAIL, directrice du Programme scientifique « Eaux souterraines et Changement global », BRGM

Webinaire • Mardi 6 juin 2023

18:00 - 20:00 **Usages et consommation de l'eau**



Patrick ANNE, représentant au schéma d'aménagement et de gestion des eaux - SAGE Vilaine pour la Maison de la Consommation et de l'Environnement de Rennes
Laurent BELLET, conseiller Eau et Energie, direction Développement durable, EDF
Pierre COLIN, viticulteur, membre de la Chambre d'agriculture de l'Hérault
Marielle MONTGINOUL, directrice de recherche en économie, UMR G-Eau, INRAE

Acteurs et territoires : quels objectifs partager pour une gestion durable et sobre de l'eau?

- 08:45 - 09:10 *Accueil*
- 09:10 - 09:30 **Ouverture officielle**
Sylvane CASADEMONT, directrice de l'IHEST
Blandine CALCIO GAUDINO, responsable du pôle Ecosystèmes & Développement, Banque des Territoires
- 09:30 - 11:00 **Quelle vision pour un usage sobre de l'eau dans les territoires ?**
- 09:30 - 10:30 *La vision des utilisateurs de l'eau*
André BERNARD, président de la Chambre régionale d'agriculture de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), vice-président de Chambres d'agriculture France en charge des dossiers Eau
Jean-Yves ROBIN, Global Water Project Director, direction Sécurité Environnement Groupe, Arkema
- La vision des industriels de l'eau*
Aurélié COLAS, déléguée générale de la Fédération professionnelle des entreprises de l'eau (FP2E)
- La vision des acteurs institutionnels*
Robin SALECROIX, vice-président de Nantes Métropole délégué à la politique de l'eau et de l'assainissement, membre de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR)
Marie LEHOUCK, cheffe de bureau Politique de l'eau, direction de l'Eau et de la Biodiversité, ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires
- 10:30 - 11:00 *Echanges avec les participants*
- 11:00 - 12:15 **Les enjeux financiers d'une gestion durable de l'eau**
- 11:00 - 11:55 *Table ronde*
Laurent BRUNET, directeur technique Eau France, Groupe Suez
Thierry BURLOT, président du Cercle français de l'eau, président du Comité de bassin Loire-Bretagne
Géraldine ROLLIN, responsable d'investissement Eau & Assainissement, Banque des Territoires
- 11:55 - 12:15 *Echanges avec les participants*
- 12:15 - 14:30 *Déjeuner*

14:30 - 16:30

Quelles pistes de solutions? Des acteurs territoriaux témoignent

Jean-Michel CLERC, chargé de mission Innovation et Expert Filières (Eaux Géosciences Risques), Agence régionale de développement économique Région Occitanie/Pyrénées Méditerranée - AD'OCC

Sébastien DEMECH, co-fondateur et président de Telaqua

Daniel HELLE, coordinateur du projet Terres de Sources, Collectivité Eau du Bassin Rennais (CEBR)

Caroline LEJARS, directrice adjointe de l'UMR G-Eau, CIRAD

Fabrice MAZOUNI, directeur général des services, Syndicat de l'Eau du Dunkerquois

Fabrice PACCAMICCIO, responsable Régie Eau potable, Nevers Agglomération

Marie PETTENATI, correspondante scientifique, cheffe de projet, Direction de l'Eau, de l'Environnement, des Procédés et Analyses, BRGM

16:30 - 17:00

Conclusion ouverte - Eau rare, eau monétarisée?

Jean-Daniel RINAUDO, chercheur en socio-économie, BRGM

